



Mardi 6 décembre 2011

Achraf au Conseil de sécurité de l'ONU

Les Nations Unies demandent à l'Irak de retarder la fermeture du camp d'Achraf



Martin Kobler au Conseil de sécurité de l'ONU

- « Des vies sont en jeu et doivent être protégées »
- « Le processus (de fermeture du camp) prendra du temps et ne peut pas être conclu d'ici la fin de cette année »

a déclaré Martin Kobler, représentant du Secrétaire général de l'ONU en Irak et chef de la MANUI lors de la présentation du rapport au Conseil de sécurité.

Page 2

Un bilan des exactions en Iran indique une année marquée par une répression féroce

Page 4

Détails sur l'assaut des Pasdaran contre l'ambassade britannique



Prise de l'ambassade britannique à Téhéran

Selon des informations de l'intérieur du régime des mollahs, le saccage de l'ambassade britannique à Téhéran le 29 novembre a été décidé par le Guide suprême des mollahs, Khamenei, qui a personnellement supervisé les opérations :

Suite page 3

Les Pays-Bas demandent davantage de pressions sur Bagdad pour repousser la fermeture du camp

Rapport du ministère néerlandais des Affaires étrangères au parlement sur la réunion des chefs de la diplomatie le 1er décembre 2011

La Haute Représentante Catherine Ashton a exprimé sa profonde préoccupation concernant la situation du camp d'Achraf en Irak. Elle a appelé tous les États membres à accroître la pression sur les autorités irakiennes pour garder le camp ouvert plus longtemps afin que les Nations Unies (HCR, la MANUI) puissent être en mesure de faire leur travail et terminer l'enregistrement des habitants. Elle-même avait, plus tôt dans la semaine, exhorté le gouvernement irakien à coopérer pleinement. Son conseiller spécial sur le camp d'Achraf en Irak, le diplomate belge Jean de Ruyt, travaille avec l'ONU pour une fermeture en ordre du camp d'Achraf. Le ministre Rosenthal a apporté son soutien aux efforts de Mme Ashton. L'UE devrait accroître la pression sur les autorités irakiennes pour que l'Irak coopère avec le processus d'enregistrement de l'ONU et reporte l'échéance de la fin de l'année 2011.



Le Dr. U. Rosenthal, ministre néerlandais des affaires étrangères

La campagne de mobilisation en faveur des Achrafiens pousse jusqu'au Conseil de sécurité de l'ONU

A une vingtaine de jours avant la fin de l'ultimatum irakien pour la fermeture du camp d'Achraf qui abrite 3400 opposants iraniens de l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran, la question épineuse de ce camp s'est transformée en une préoccupation internationale.

Le **7 décembre**, le Congrès américain a auditionné le Département d'Etat sur la responsabilité américaine dans la protection du camp d'Achraf. Le **5 décembre**, le briefing du Département d'Etat indique que les discussions à Bonn entre Hillary Clinton et Ban Ki Moon ont aussi portées sur l'engagement de l'ONU pour aider au règlement de la

question d'Achraf. Le **1er décembre** le Conseil des ministres européens a placé à l'ordre du jour la question d'Achraf soulevée par Catherine Ashton la haute représentante pour les affaires étrangères de l'UE. Le **12 décembre** le Président Obama rencontre à Washington le premier ministre irakien Nouri Al Maliki.

Le **6 décembre** la crise a été portée devant le Conseil de Sécurité de l'ONU où le représentant du Secrétaire général a demandé à l'Irak de retarder la fermeture du camp d'Achraf. Le secrétaire général de l'ONU vient de consacrer une partie de son rapport sur l'Irak à la situation du camp d'Achraf.

Une grave préoccupation

Martin Kobler, représentant spécial de Ban Ki-moon et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (MANUI), a présenté le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité pour la première fois depuis sa prise de fonctions le 8 octobre dernier. S'agissant d'Achraf, il a longuement détaillé la situation dans le camp, qui demeure « un sujet de grave préoccupation ». Le gouvernement irakien a en effet annoncé son intention de fermer le camp d'ici au 31 décembre et de transférer les résidents du camp vers d'autres points du territoire jusqu'à ce qu'ils puissent se rendre dans des pays qui acceptent de les accueillir, a précisé le Représentant spécial.

«Des vies sont en jeu»

« Les résidents du camp ne veulent pas être transférés vers d'autres points sans la protection des Casques bleus », a précisé M. Kobler. Une solution, a-t-il souligné, doit prendre en compte la souveraineté de l'Irak mais aussi la protection des droits de l'homme des réfugiés iraniens. « **Aucun membre du camp d'Achraf ne doit être expulsé vers l'Iran sans son consentement** », a-t-il dit.

« **Des vies sont en jeu et doivent être protégées** », a-t-il clairement mis en avant. « **Le gouvernement [irakien] a la responsabilité d'assurer la sûreté, la sécurité et le bien-être des résidents. Toute**

action forcée qui ferait couler le sang ou résulterait dans la perte de vies serait à la fois malavisée et inacceptable », a souligné M. Kobler.

Repousser la date limite

Il estime que la date retenue par les autorités irakiennes, qui souhaitent fermer le camp d'ici la fin de l'année, ne peut pas être tenue. « **Le processus (de fermeture du camp) prendra du temps et ne peut pas être conclu d'ici la fin de cette année. Je lance un appel à l'Irak pour repousser la date limite. L'Irak doit nous donner le temps et l'espace d'élaborer une solution** », a déclaré M. Kobler. « **Il y a un grand danger de confrontation et de violences si une solution pacifique n'est pas trouvée** », a ajouté l'envoyé spécial devant les quinze pays membres du Conseil de sécurité.

Obligations internationales

Peu avant dans son rapport, le Secrétaire général rappelait que la MANUI a demandé au gouvernement irakien de respecter ses obligations en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme et, en particulier, de protéger les résidents du camp contre l'emploi de la force, la déportation forcée, l'expulsion ou le rapatriement forcé, qui sont contraires au principe de non-refoulement. La MANUI et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les



« Toute action forcée qui ferait couler le sang ou résulterait dans la perte de vies serait à la fois malavisée et inacceptable. »

Martin Kobler

réfugiés (HCR) œuvrent de concert pour trouver une solution pacifique et durable conforme à la souveraineté de l'Irak et au droit international, souligne le Secrétaire général, en estimant que des pays tiers doivent exprimer leur intention d'accueillir les résidents du camp.

Le Secrétaire général y lance un appel au gouvernement irakien afin qu'il donne au HCR le temps et l'espace neutre dont il a besoin pour organiser les entretiens avec les résidents du camp et pour les enregistrer en vue de leur réinstallation, tout en demandant aux États membres d'apporter leur appui à cet égard.

Une manifestation

Pendant que Martin Kobler s'exprimait devant le Conseil, des dizaines d'Irano-américains protestaient dans un petit parc situé de l'autre côté de la rue en face du siège de l'ONU afin de réclamer l'annulation de la date butoir pour fermer le camp. Plusieurs protestataires agitaient des drapeaux jaunes où était écrit en bleu « Protégez Achraf ». « Conseil de sécurité: Annulez la date butoir, non au déplacement, des casques bleus pour Achraf », disait un signe de protestation, appelant le Conseil de sécurité à envoyer des gardiens de la paix onusiens pour protéger les habitants du camp. « ONU : La protection d'Achraf est une obligation », scandaient les manifestants.

Maliki resserre le blocus d'Achraf



Remblai des forces irakiennes et haut-parleurs des agents des mollahs dans l'aile sud d'Achraf

Se moquant des efforts de la communauté internationale pour aboutir à une issue pacifique à Achraf, et bravant le rejet croissant de la répression du camp par le peuple et les politiciens irakiens, le gouvernement de Bagdad, relais du fascisme religieux au pouvoir en Iran, continue de préparer une nouvelle agression.

Des remblais

Les forces irakiennes ont entamé des travaux de génie militaire autour du camp. Le 29 novembre, à minuit, le bataillon de génie de la 5^e division de l'armée irakienne a commencé à ériger un remblai de terre de 3 m de haut aux ailes Sud et Est du camp. La 5^e division irakienne a été la principale force de l'assaut du 8 avril contre Achraf.

Ce remblai de terre a été érigé à 15m de la clôture du camp et se trouve à proximité du siège des agents du ministère du Renseignement des mollahs qui procèdent depuis deux ans à la torture psychologique des Achrafiens en les menaçant de mort et de renvoi en Iran par des haut-parleurs hurlant nuit et jour.

Plus aucune intervention chirurgicale

Depuis le 31 octobre 2011, les forces irakiennes empêchent officiellement le transfert des malades qui ont besoin d'opérations chirurgicales et des cas d'urgence, aux hôpitaux de Bagdad et de Baquba. Il y a à l'heure actuelle dans le camp, douze cas d'urgence chirurgicale. Il s'agit des cas d'arrêt cardiaque, de cancer, de cataracte, d'arthrite, de rhumatisme articulaire aigu, de dégradation du pelvis, de glissement

des vertèbres lombaires, de sclérose en plaques, de fractures provoquées par balles lors de l'agression du 8 avril, et du détachement de la rétine. Ces patients se trouvent tous dans un état critique et souffrent de douleurs insupportables. La suite des retards provoqués dans leurs soins pourrait entraîner des conséquences irréversibles.

Les forces irakiennes refusent toujours de remettre le corps de Mme Zahra Mehr-Sefat, 70 jours après son décès pour être inhumé. Il s'agit d'une méthode pour accroître la pression sur les habitants, notamment la famille de la défunte.

Plus de carburant ni d'allumettes

Les forces irakiennes interdisent toujours l'entrée dans le camp à toute forme de carburant. Cela fait dix mois que l'entrée de l'essence est interdite. Au cours de ces derniers mois, l'entrée du gasoil, du pétrole, et même du bois et du charbon ont été également interdites. A l'heure actuelle, il est quasiment impossible de rouler en voiture et d'allumer des chauffages dans le camp. Les générateurs et la cuisine sont gravement perturbés. Une grande partie de la vie se trouve actuellement paralysée à Achraf.

Amplificateurs sur les 300 haut-parleurs

Après trois jours d'interruption sous la pression de l'ONU, le 4 décembre, sur ordre du Premier ministre irakien, les agents des mollahs qui assiègent Achraf depuis 22 mois, ont repris la torture psychologique par les 300 haut-parleurs en y ajoutant des amplificateurs.

Suite de la page 1

C'est Khamenei qui a donné l'ordre d'attaquer l'ambassade britannique lors d'une réunion regroupant des chefs des Pasdaran et des agents en civil. Le Guide du fascisme religieux et son clan étaient persuadés que ce chantage pousserait les pays occidentaux, notamment les Européens, à renoncer à leur politique de fermeté et aux sanctions.

L'opération a été menée en coordination avec les Pasdaran, la police et le pouvoir judiciaire. Le plan a reçu l'aval au dernier moment lors d'une réunion, à laquelle ont pris part les ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur.

Au cours de l'assaut, Ahmad-Reza Radan, le chef de la police du Grand Téhéran, se trouvait sur les lieux, en contact radio avec le siège de Khamenei pour lui transmettre en direct le cours des événements.

Le plan prévoyait une occupation de l'ambassade de plusieurs jours, mais vu la réaction de la communauté internationale, Khamenei a ordonné son interruption, deux heures après le début des opérations. L'ordre a été transmis par Vahid Haqani, membre du bureau spécial de Khamenei.

C'est le général Mohammad-Reza Naqdi, chef des miliciens du Bassidj des déshérités et des étudiants (affiliés aux Pasdaran) qui commandait l'opération. Les assaillants étaient tous des Pasdaran et des agents en civil se faisant passer pour des étudiants.

Sur place, c'est l'adjoint du général Naqdi, Hussein Qadiani (chef des miliciens du Bassidj des étudiants) qui commandait. Qadiani a lui-même fait irruption dans les locaux de l'ambassade et participé au saccage. Samadi (le chef des miliciens du Bassidj de l'Université Payam-é-Nour), Amirian (le directeur de "l'Office du Renforcement de l'Unité", une association du Bassidj des universités), et Jamchidi faisaient également partie des assaillants.

Les dernières coordinations pour l'attaque ont été effectuées dans le bureau de « l'Union des Associations islamiques universitaires » et à « l'Association pour la coordination inter organisations », regroupant les dirigeants du Bassidj. Pichva, le chef du Bassidj de Polytechnique, et Kachef, celui de l'université Meli, étaient présents.

Le nombre de miliciens et d'agents en civil ayant fait irruption dans l'ambassade était de 400 à 500 personnes. Ils ont saccagé tous les locaux, dont le bureau de l'ambassadeur. Ils ont aussi saccagé et mis le feu aux voitures dans l'enceinte de l'ambassade.

L'assaut contre les résidences de l'ambassadeur et des diplomates à Baq-e-Qolhak, avait reçu l'autorisation du Conseil supérieur de la sécurité. En plus du saccage, les assaillants ont volé les bijoux et les pièces d'or qui s'y trouvaient.

Un bilan des droits de l'homme cataclysmique

2011 restera marquée en Iran par une recrudescence sauvage des exécutions, en particulier celles qui n'ont pas été annoncées, et qui se comptent par centaines.



Selon les sources de la Résistance à l'intérieur du pays, qui dispose d'un vaste réseau social, les pendaisons jusqu'à fin novembre se montent au total à 667, dont 336 déclarées et 331 secrètes. On compte parmi les victimes une quinzaine de prisonniers politiques, une dizaine de femmes, cinq mineurs et cinquante-cinq exécutions publiques. Il faut de plus déplorer 104 personnes tuées arbitrairement dans la rues par les forces de sécurité.

Des prisonniers politiques Moudjahidine du peuple comme Mohammad Hadj-Agha'i, Ali Saremi ou Jafar Kazemi, exécutés fin décembre et début janvier pour délit de filiation avec les Achrafiens ou pour avoir manifesté ; des prisonniers politiques décédés de maladie privés de soins comme Mohsen Dokmetchi, qui avait le cancer, des manifestants assassinés en février et mars 2011, comme Mohammad Mokhtari, Hamed Mansour Mohammadi, Behnoud Ramezani ou Sane Zhalah, la manifestante Zahra Bahrami pendue en janvier 2011, ou encore des militants kurdes comme Hossein Khezri, exécuté en janvier aussi, la liste des victimes des exécutions en Iran est longue. Un hommage particulier est rendu à Ali Saremi, le plus célèbre détenu politique iranien ayant purgé 24 années de prison. Il a été exécuté à l'aube de 2011, le 28 décembre 2010, pour avoir rendu visite à son fils à Achraf.

Les condamnations à mort se montent à 257. Elles touchent 10 femmes, 14 prisonniers politiques et 5 mineurs.

Au niveau des châtiments cruels et dégradants, le régime a commis au moins cinq amputations et fait subir le fouet à 54 personnes



Exécution publique où un enfant va servir de bourreau, le 26 mai 2011 à Qazvine



Octobre 2011, Rafle de jeunes à Téhéran



Exécution publique, 16 avril 2011, Chiraz



Exécution publique d'un mineur, Ali-Reza M., 17 ans, à Téhéran le 21 septembre 2011



Coups de fouet

EN CHIFFRES

- **667** exécutions dont
 - 336** déclarées
 - 331** secrètes
 - 15** politiques
 - 10** femmes
 - 5** mineurs
- **257** peines de mort dont
 - 10** femmes
 - 14** politiques
 - 5** mineurs

Chatiments cruels

- 5** amputations
- 54** flagellations